



Atelier « Passages en communs »
Les communs fonciers travaillés par le numérique
une approche par les conflits
jeudi 10 novembre 2016

**Le rôle du numérique dans les conflits
fonciers au Cambodge**

Marie MELLAC et Jean-Christophe DIEPART



UMR 5319
Passages

jc.diepart@gmail.com
marie.mellac@cnrs.fr



Cette présentation soulève des questionnements plus qu'elle ne présente des résultats de recherche. Il s'agit d'un travail exploratoire.

Le constat initial est celui de la place très importante prise par le numérique (internet et équipements numériques) dans les conflits fonciers au Cambodge, à tel point qu'il devient impossible de s'intéresser à ces conflits, et plus largement à la question foncière, sans considérer et questionner la part du « numérique » en leur sein.

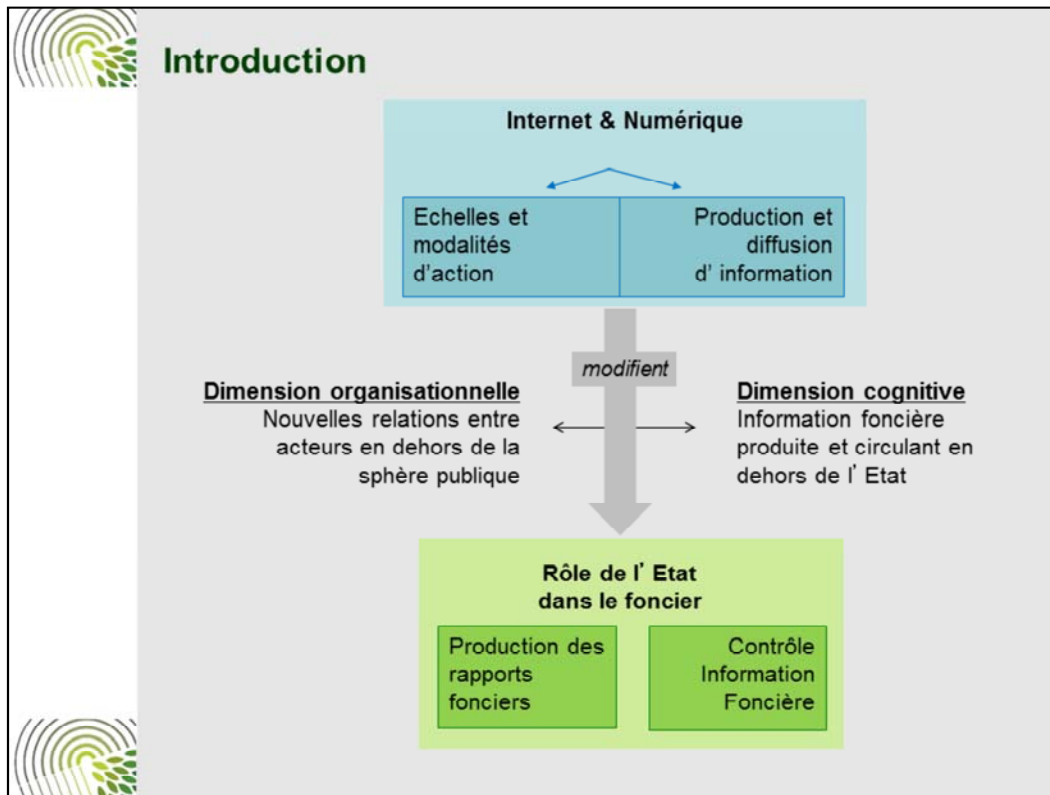
La photographie de la diapositive représente, lors d'une manifestation pour la défense des droits de l'homme au Cambodge en décembre 2015, un bonze en train de prendre une photographie d'une banderole rédigée en anglais. Elle témoigne, parmi des centaines d'autres photos disponibles sur le net qui montrent à peu de choses près les mêmes choses, du travail de mise en scène des manifestations pour augmenter leur visibilité à l'étranger par le truchement des médias sociaux.

Elle rappelle l'idée selon laquelle internet et les technologies de communication :

- modifient les modalités de production et la diffusion de l'information sur le foncier
- interfèrent sur les échelles et sur les modalités de l'action

Légende de la photographie sur le site de la Licadho :

“Monks played a central role in organizing and leading International Human Right Day marches and events across Cambodia from December 6 to 9, and in Phnom Penh on December 10. In the last few years, more monks have begun to contribute to social justice, land rights, economic and environmental rights campaigns by joining rallies and demonstrations, and advocating for justice through smartphone technology and social media.” (http://www.licadho-cambodia.org/album/view_photo.php?cat=70 - Published on December 17, 2015 ; consulté le 17 décembre 2016)



Dans les régimes fonciers où le titre de propriété domine, comme au Cambodge, l'information foncière (cf ci-dessous) est produite par l'Etat (ou sous le couvert de l'Etat) qui en a en quelque sorte le monopole et peut ou non la rendre publique, selon les modalités de son choix. En rendant possible la production et la diffusion d'information foncière, internet et le numérique bousculent ce monopole.

Ces différents constats nous amènent à questionner deux dimensions des transformations liées aux usages d'internet du numérique:


- **une dimension organisationnelle** puisque des acteurs peuvent entrer en relation et s'organiser, en dehors de la sphère publique et à d'autres niveaux que celui de l'Etat
- **Une dimension cognitive** puisque internet et le numérique permettent que de l'information foncière soit produite et circule en dehors de l'Etat, ce qui modifie la compréhension des enjeux fonciers par les acteurs

Ces deux aspects sont bien entendu liés puisque la compréhension des enjeux fonciers modifie les décisions et les façons de faire qui vont elles-mêmes modifier ces enjeux.


L' exemple de la médiatisation des accaparements fonciers au moment de la crise alimentaire de 2007-2008, montre bien, à une autre échelle, comment la connaissance des situations foncières a pu contribuer à l' augmentation des appropriations foncières à grande échelle (en montrant notamment leur intérêt pour les investisseurs). Cela a ensuite engagé toute une série de mouvements de résistances qui ont médiatisé à leur tour ces processus mais qui ont aussi constitué des contre-pouvoirs face aux Etats et aux investisseurs.

A noter qu' il est possible de distinguer :

- « l' information foncière » qui est l' information décrivant les affectations foncières (ici possession, propriété individuelle ou collective, concession). Lorsqu' elle est complète, l' information foncière comprend une information spatiale qui permet de désigner avec plus ou moins de précision le fond de terre où les ressources concernées. Elle peut être formelle lorsqu' elle est produite en suivant une procédure légalement établie, ou informelle. Elle peut aussi être rendue publique ou non, ou partiellement.
- les « informations sur le foncier » qui documentent par exemple les manifestations, les conflits ou les procès fonciers et qui circulent via les réseaux sociaux et les sites internet dédiés (blogs, sites d' ONG). Elles participent d' un ensemble plus vaste d' informations produites et mises en circulation à propos des droits de l' homme (travail, santé, justice...) et/ou des questions environnementales au Cambodge. La question de leur spécificité (ou non) au sein de cet ensemble informationnel se pose. Elles peuvent ou non être associées à de « l' informations foncière ».



Plan
1 – Enclosures et conflits fonciers au Cambodge, les termes du problème
2 – « Information foncière » et numérique : la lutte des chiffres
3 – Internet et les réseaux sociaux : la lutte des places
4 – Pistes de recherche



- Une présentation du contexte : la transition des régimes fonciers au Cambodge qui est de nature excluante et conflictuelle
- Illustration de 2 aspects du rôle de l'information numérique dans la problématique des accaparements fonciers : i) l'enjeu sur le type et l'origine des données mises ligne et ii) un processus d'utilisation de données en ligne dans la gestion d'un conflit foncier
- Illustration de 3 aspects du rôle que peuvent jouer l'internet et les réseaux sociaux dans la reconfiguration des rapports sociaux autour des conflits fonciers: i) la modification des échelles de l'action; ii) l'émergence de figures emblématiques; iii) la manipulation du débat public
- Une entame de réflexion sur les directions possibles d'un projet de recherche en devenir

NB : la « lutte des places » fait référence à l'ouvrage de M. Lussault (2009, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris : Grasset, coll. Mondes vécus)



Plan

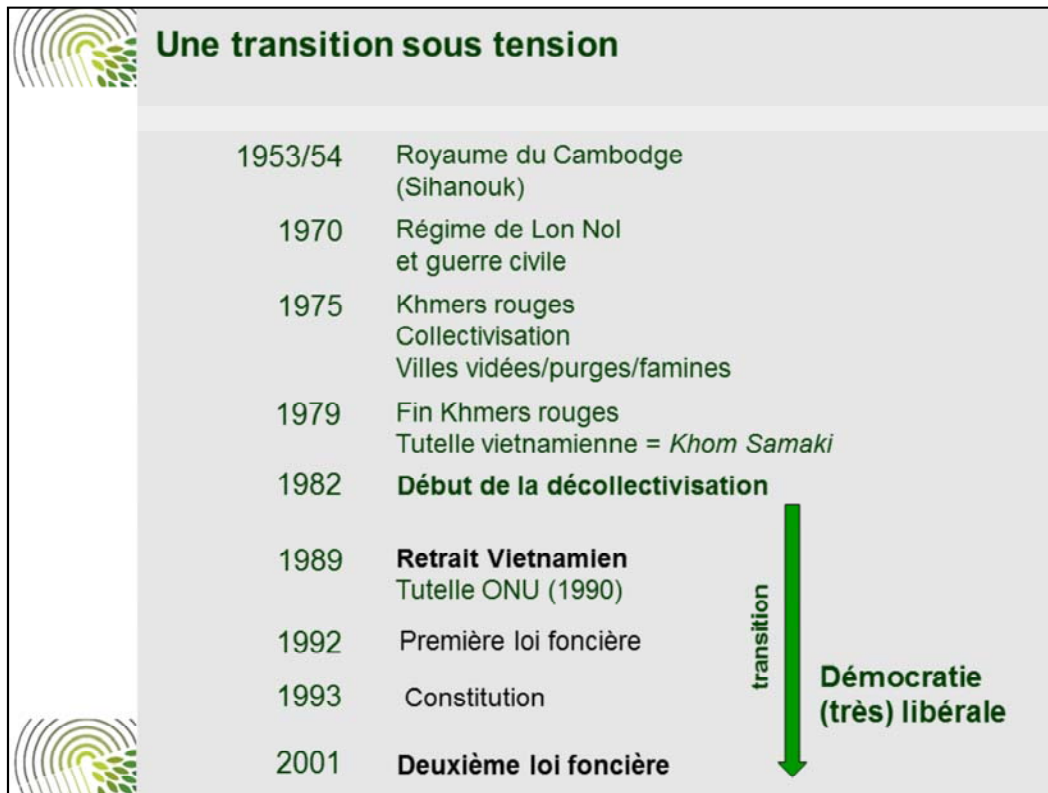
1 – Enclosures et conflits fonciers au Cambodge, les termes du problème

2 – « Information foncière » et numérique : la lutte des chiffres

3 – Internet et les réseaux sociaux : la lutte des places

4 – Pistes de recherche





Deux phénomènes exacerbés:

- Un pays à vendre
- Un pays sous tension

Un état autoritaire et corrompu : clientélisme et paternalisme, plus ou moins un seul parti au pouvoir depuis la période vietnamienne.

Après le retrait vietnamien, un pays sous tutelle de l' ONU puis sous l' assistance massive d' organisations internationales, de coopérations bilatérales et d'ONG.

Un homme fort, le Premier ministre Hun Sen qui bénéficie d' une légitimité (en difficulté aujourd' hui) liée au retour à la paix et à la croissance économique.



Le régime de propriété foncière cambodgien

Un régime hautement confus

1992 = première loi foncière : reconduit le régime de la possession pour les terres agricoles

1993 = nouvelle Constitution : reconnaît la pleine propriété foncière, applicable à toutes les terres

⇒ régime juridique confus jusqu'à 2001

2001 = propriété privée étendue à toutes les terres à partir de droits de possession reconnus, fin progressive de la possession

2007 = code civil qui remet en cause la force du titre et du cadastre

⇒ nouvelles confusions

Un régime de propriété de tradition civiliste inspiré du code civil français

= échangeabilité de tous les types de biens (propriété privée)

= espace homogène et peu hiérarchisé, organisé par la propriété





Le régime de propriété cambodgien

L'espace est organisé selon deux systèmes de distinction, en évolution au cours du temps :

- 3 régimes principaux d'appropriation: possession/propriété/concession
- 2 domaines : privé / de l'Etat

Régime de la propriété inaliénable basé sur la possession (liée à l'usage) + domaine de l'Etat (concessions) = originalité de la transition foncière cambodgienne

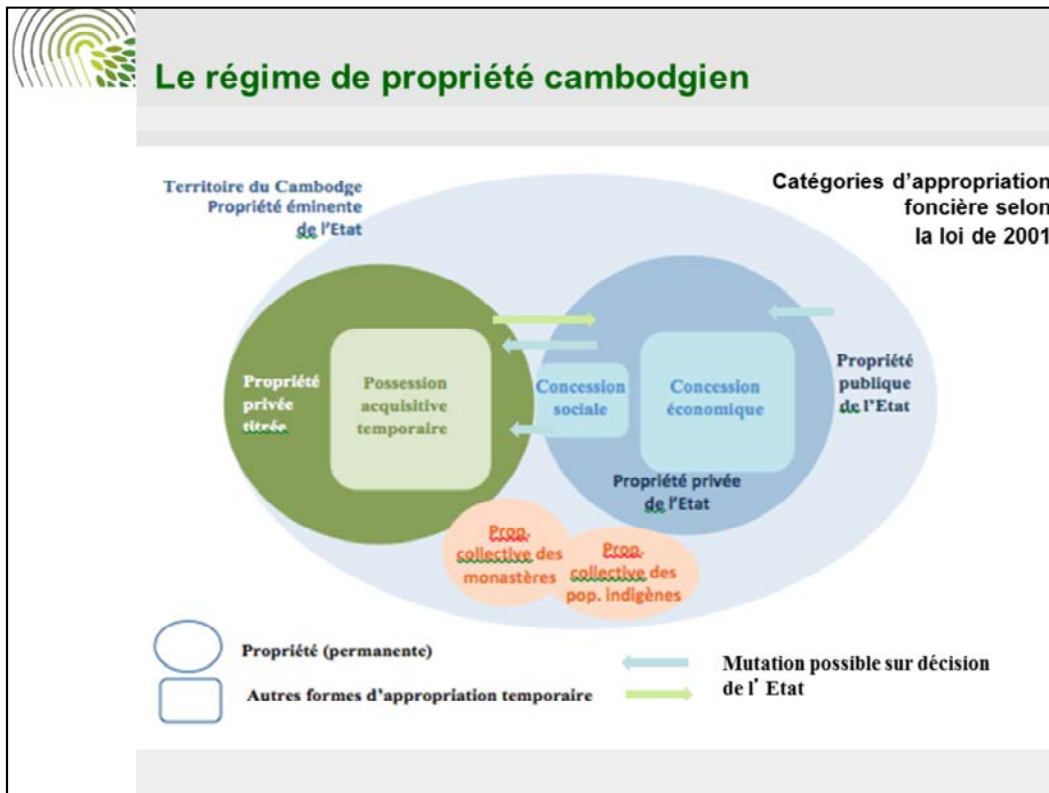


L'habileté du pouvoir en matière foncière est d'avoir procédé en deux temps, autour de la loi foncière de 2001:

• **Avant 2001: période de gestion de la réinstallation** (post conflit) par la reconnaissance de droits sur les terres aux habitants y étant établis ou les cultivant depuis 5 ans = régime de la possession

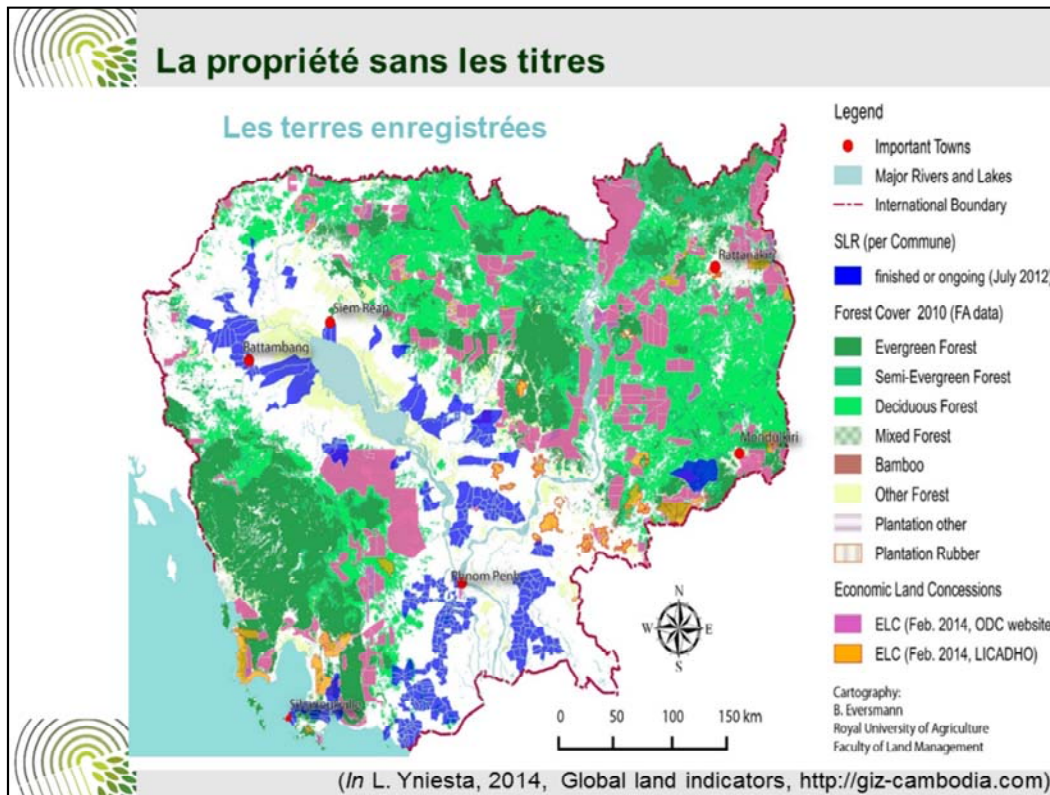
• **Après 2001: mise à profit de la rente foncière par l'Etat et par les élites** = arrêt de la dynamique de possession (qui devient acquisitive et ne peut plus s'étendre) au bénéfice :

- de la propriété privée qui est seule irréfragable,
- du domaine de l'Etat qui s'étend à toutes les terres non déjà appropriées (possession et propriété) et qui peut être transformé en concessions économiques (censées stimuler le développement agro-industriel du pays) au bénéfice d'investisseurs



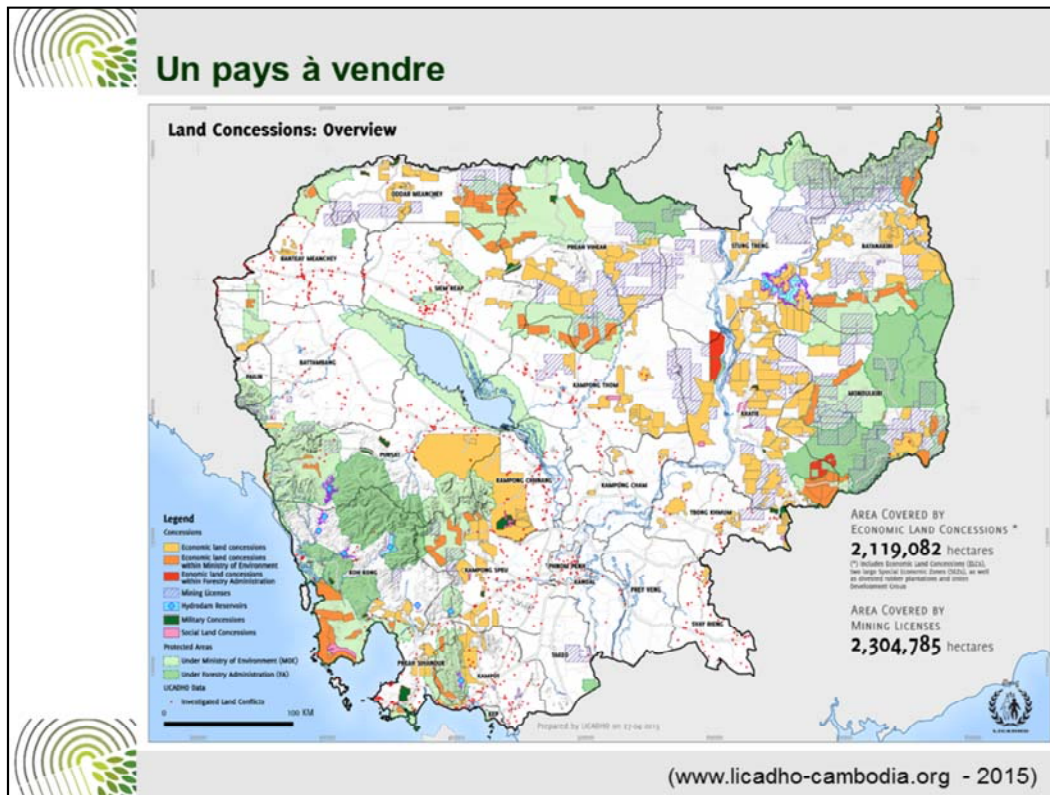
De façon simplifiée, le régime de propriété repose sur trois types de propriété :

- la **propriété privée** qui est accessible par transformation d' une possession reconnue avant 2001 ou par mutation (achat, héritage, etc.) ;
- la **propriété de l' Etat** subdivisée en propriété publique et propriété privée de l' Etat : seule cette dernière peut être concédée ou vendue mais la propriété publique peut (facilement) perdre la reconnaissance de son intérêt public pour devenir privée ;
- la **propriété collective** des monastères et des populations indigènes. Dans une région où les droits fonciers des populations indigènes (ou minorités ethniques) sont peu reconnus, cette dernière est souvent considérée comme une performance du système cambodgien. Elle a toutefois toutes les lourdeurs d' une propriété titrée (définition des ayant-droits et des limites de la propriété, etc.) auxquelles se rajoute la nécessité de définition de règles internes.



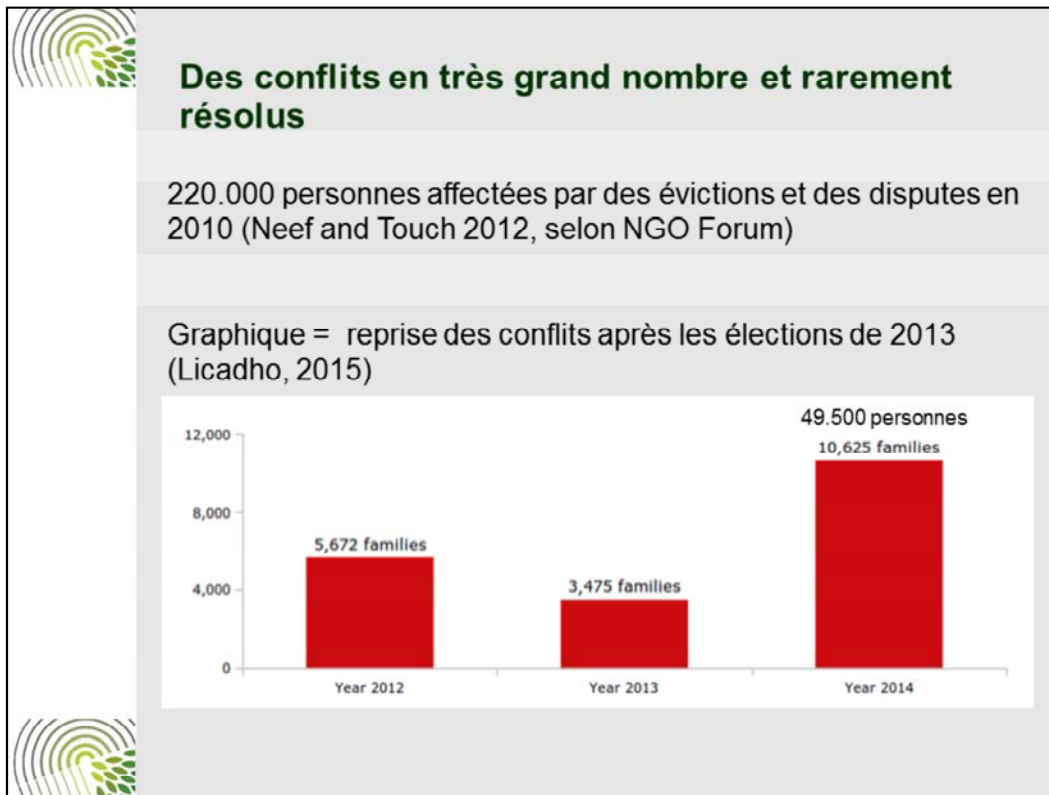
Cette carte met en évidence (en bleu roi) le petit nombre des communes ayant fait l'objet d'un titrement systématique.

Ces communes sont localisées dans les zones les moins problématiques du pays (essentiellement les zones rizicoles de la plaine centrale khmère) et laissent de vastes espaces non sécurisés par des titres de propriété foncière. Cela fragilise les foyers ne disposant pas de titres et représente une opportunité pour l'Etat et les élites qui peuvent jouer sur l'absence de titre pour accéder à des terres soit par la création d'une propriété, soit par l'octroi d'une concession. Cela se traduit, dans les communes où le titrement n'a pas été fait de façon systématique, par un processus de fragmentation foncière produit par l'existence de parcelles titrées individuellement et de vastes concessions économiques au sein d'espaces globalement non titrés.



Fin 2014, le Cambodge avait accordé 490 concessions foncières, y compris minières, ce qui représentait 4,5 millions d'hectares soit 25 % du territoire (Messerli et al., 2015). Les concessions économiques (largement agroindustrielles) représentaient alors 2,1 millions d'hectares, soit un peu moins de la moitié.

A noter la présence de certaines ELC accordées par le Ministère de l'environnement au sein d'aires protégées.



S'il est un peu ancien, ce graphique a l'intérêt de montrer l'importance des conflits (ils ont affecté près de 50.000 personnes nouvelles en 2014) et leur sensibilité aux échéances électorales puisque, les élections de 2013 passées, le taux de conflictualité augmente à nouveau. Cela indique une manipulation du contexte foncier par le pouvoir qui cherche à apaiser les esprits en engageant, au moment opportun, des procédures de titrement et/ou de résolution des conflits, et en retardant ou gelant certaines acquisitions.

Nos observations comme celles des ONG des droits de l'homme montrent que les conflits sont rarement résolus et s'éternisent pendant des années en naviguant entre procédures administratives et pénales. La justice étant discréditée (cf diapositive 13), un grand nombre d'affaires épuisent tous les niveaux, tous les recours et remontent jusqu'à la cour suprême.



Le droit et la justice instrumentalisés

Une instrumentalisation du droit foncier par le Premier ministre (Hun Sen) à des fins électoralistes

- 2012 : ordre 01BB : moratoire sur l'attribution des concessions économiques + réactivation politique de la « peau de léopard »
- 2016 : annulations et redimensionnements des ELC; sous-décret 69 : réorganisation des institutions en charge des concessions

Une justice incompétente et dangereuse.

- Transformation des affaires foncières en affaires pénales jugées à Phnom Penh
- Des instances de résolution des conflits inefficaces dirigées par les parties prenantes
- De nombreux arbitrages judiciaires profitent à ceux qui accaparent



=> normalisation de l' injustice foncière ; décrédibilisation de la justice



Des conflits aux manifestations variées, violemment réprimés



<http://www.johnvinck.com>



Mellac, 2014



<http://earthaction.typepad.com>



<http://www.phnompenhpost.com>






Des conflits aux manifestations variées, violemment réprimés




Selon le Cambodia Center for Human Rights (CCHR, 2016), plus de 70% des femmes qui ont été engagées dans des conflits fonciers ont été victimes d'intimidation, 33% ont fait l'expérience de la violence, 2% ont été arrêtées.

Si le nombre des feux « accidentels » survenus dans les quartiers ou résidences occupés par de présumés « squatters » semble diminuer, les confrontations entre les manifestants ou résistants et les forces de police restent très violentes, et les destructions forcées de quartiers ou de maisons restent courantes, y compris en cours de procès.



Plan
1 – Enclosures et conflits fonciers au Cambodge, les termes du problème
2 – « Information foncière » et numérique : la lutte des chiffres
3 – Internet et les réseaux sociaux : la lutte des places
4 – Pistes de recherche



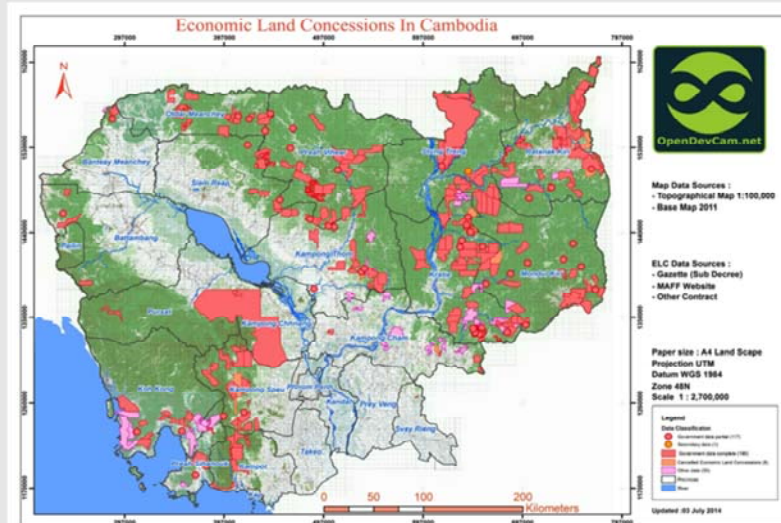
Illustrer deux aspects du rôle de l'information numérique dans la problématique des accaparements fonciers au Cambodge et des conflits qui y sont liés :

- L'enjeu lié aux types de données mises en ligne
- Un processus d'utilisation de données en ligne dans la gestion d'un conflit foncier



Le rôle de l'information (géographique) numérique: la lutte des chiffres

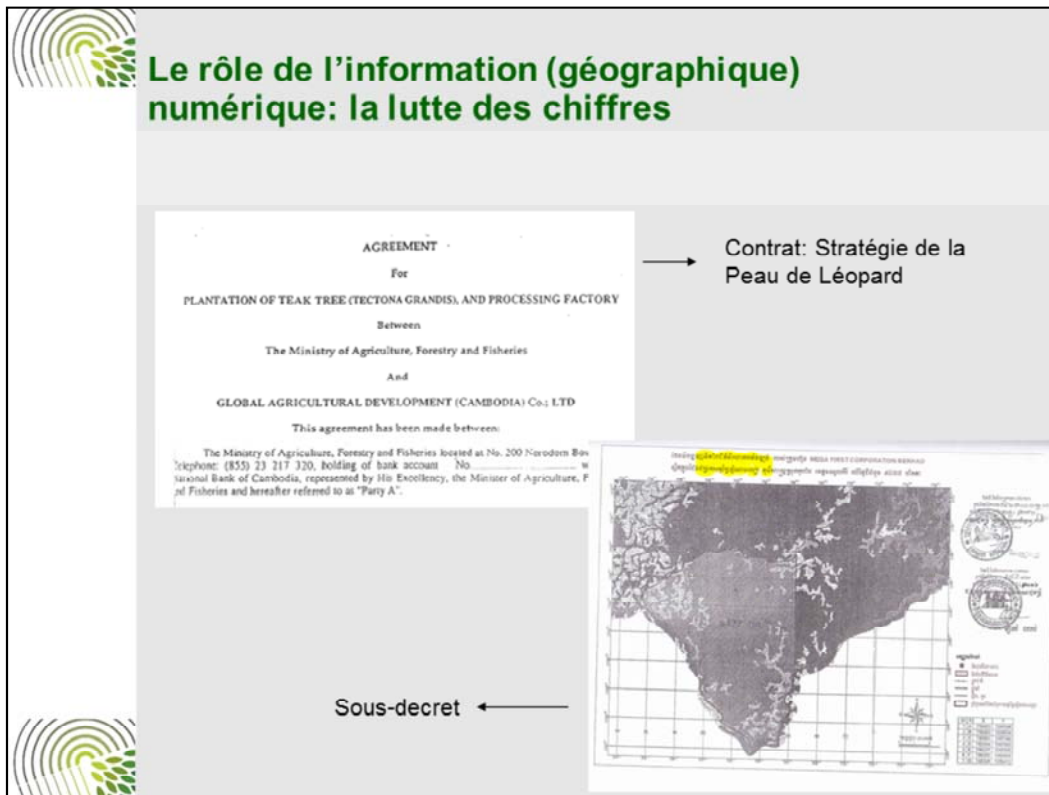
1. Des communs numériques pour plus de transparence foncière?



Réflexion sur un enjeu: la production d'informations numériques sur les concessions foncières et le partage de ces informations (notamment via internet) par la société civile, au nom de la transparence foncière

Inscrit dans un vaste mouvement d'open-access, le site *Open Development Cambodia* (ODC) collecte, partage et met en ligne de nombreuses données liées aux problématiques foncières au Cambodge, en particulier celles liées aux concessions foncières économiques. La diapositive montre une carte des concessions au Cambodge mise en ligne sur le site d'ODC. Les fichiers de formes sont aussi mis en ligne pour permettre aux utilisateurs de faire leur propre cartographie. Les données mises en lignes sont très utilisées au Cambodge, par des chercheurs, des groupes d'activistes et même par le gouvernement.

Il est toutefois possible de porter un regard critique sur cette plateforme en examinant les sources de données qui sont mises en ligne et en les mettant en lien avec les processus institutionnels qui sont mobilisés pour établir ces concessions.



La procédure officielle à suivre pour l'établissement d'un contrat de concession entre une compagnie et le Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche est la suivante :

1. Délimitation sur le domaine de l'Etat d'une zone cible pour l'investissement
2. Etude de terrain qui permet d'identifier, dans la zone, les terres cultivées par les populations locales et des terres qui ont un intérêt public (zone forestière, cours d'eau etc.)
3. Découpage de la zone cible de façon à exciser les deux catégories de terres identifiées durant l'étude de terrain, catégories sur lesquelles la compagnie concession n'a pas de droit d'exploitation. C'est la fameuse Stratégie de la Peau de Léopard qui a été réactivée en 2012 par la directive 01
4. La concession dont l'empreinte spatiale ressemble maintenant à une peau de léopard, est convertie en terres privées de l'Etat et fait l'objet du contrat dans une opération qui est formalisée par un sous-décret signé par le Premier ministre et publié dans la gazette officielle.

Dans la réalité, ce processus a été largement contourné et de nombreuses compagnies ont obtenu que le gouvernement promulgue directement des sous-décrets permettant, en une seule opération, de convertir l'ensemble de la zone cible en terres privées d'Etat pour les opérations des concessions, sans tenir

compte des terres occupées par les populations locales ni de celles ayant un intérêt public. Ces sous-décrets ont été collectés dans la gazette officielle et mis en ligne par ODC.

Le processus est somme toute paradoxal dans la mesure où, au nom de la transparence foncière et de l'open-access de données sur l'accaparement foncier, les informations disponibles en ligne reflètent des processus de décision douteux (et certainement pas transparents) et cela sans que cet état de fait fasse l'objet d'un commentaire circonstancié.

 **Le rôle de l'information (géographique) numérique: la lutte des chiffres**

Utilisation de réseaux numériques internationaux pour lutter contre les accaparements fonciers



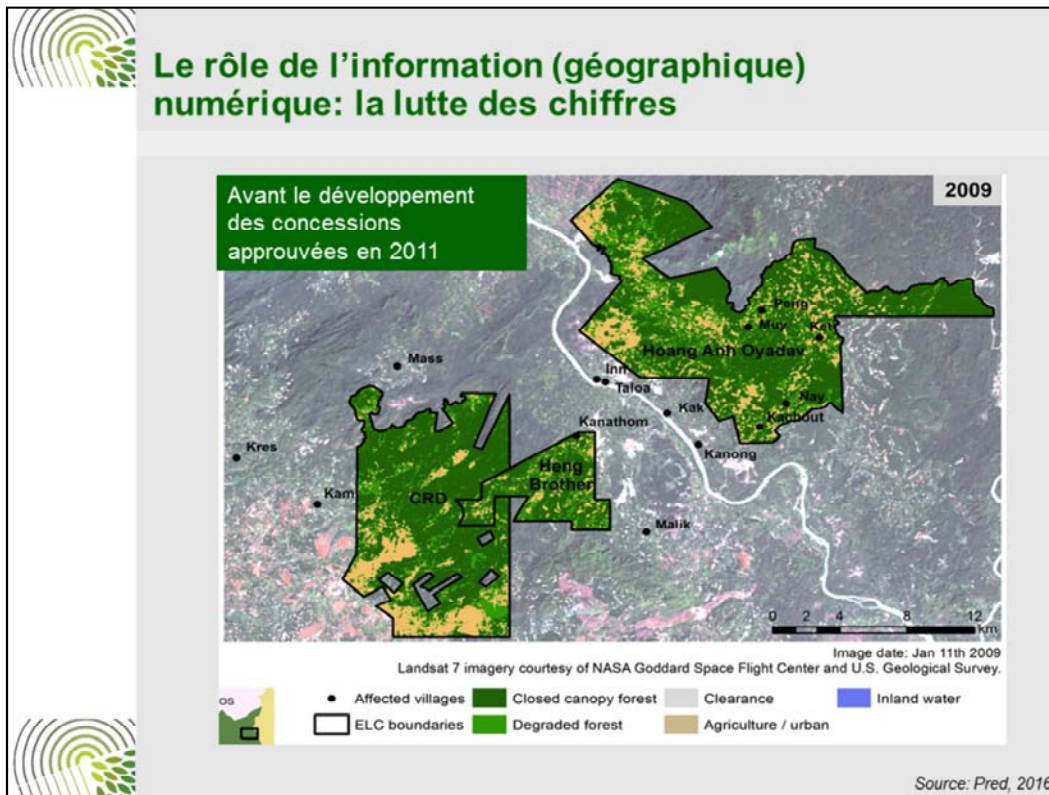
Source: Pred, 2016

Réflexion sur un processus d'utilisation d'informations en ligne pour lutter contre les accaparements fonciers.

L'étude de cas est située dans la province du Ratanakiri dans le nord-est du Cambodge et concerne un projet de concession foncière pour la mise en place de plantations d'hévéas.

Les illustrations sont tirées d'une présentation faite au *Regional Land Forum* à Hanoi en Juin 2016 par David Pred qui est très impliqué dans le processus avec l'ONG *Inclusive Development International* (IDI) et son partenaire cambodgien *Equitable Cambodia* (EC).

Pour plus d'information sur le cas : <http://mrlg.org/resources/innovative-approach-to-land-conflict-transformation-lessons-learned-from-the-haglindigenous-communities-mediation-process-in-ratanakiri-cambodia/>



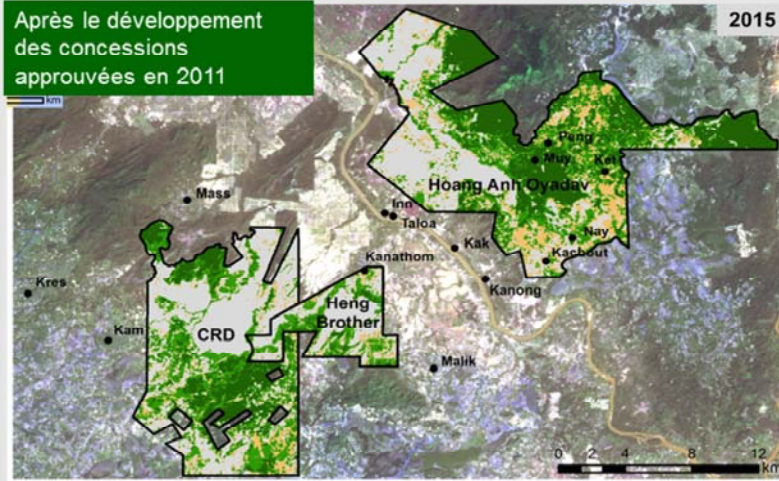
Les diapositives 20 et 21 montrent l'occupation du sol à deux dates (2009 et 2015) dans la zone d'étude.

La comparaison des deux cartes montre des changements importants et indique très clairement l'inclusion et donc l'accaparement de terres cultivées dans les périmètres des deux concessions économiques.

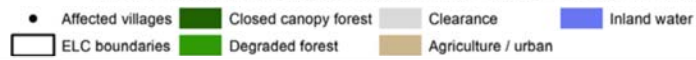


Le rôle de l'information (géographique) numérique: la lutte des chiffres

Après le développement des concessions approuvées en 2011



Landsat 8 imagery courtesy of NASA Goddard Space Flight Center and U.S. Geological Survey. Image date: Jan 8th 2015



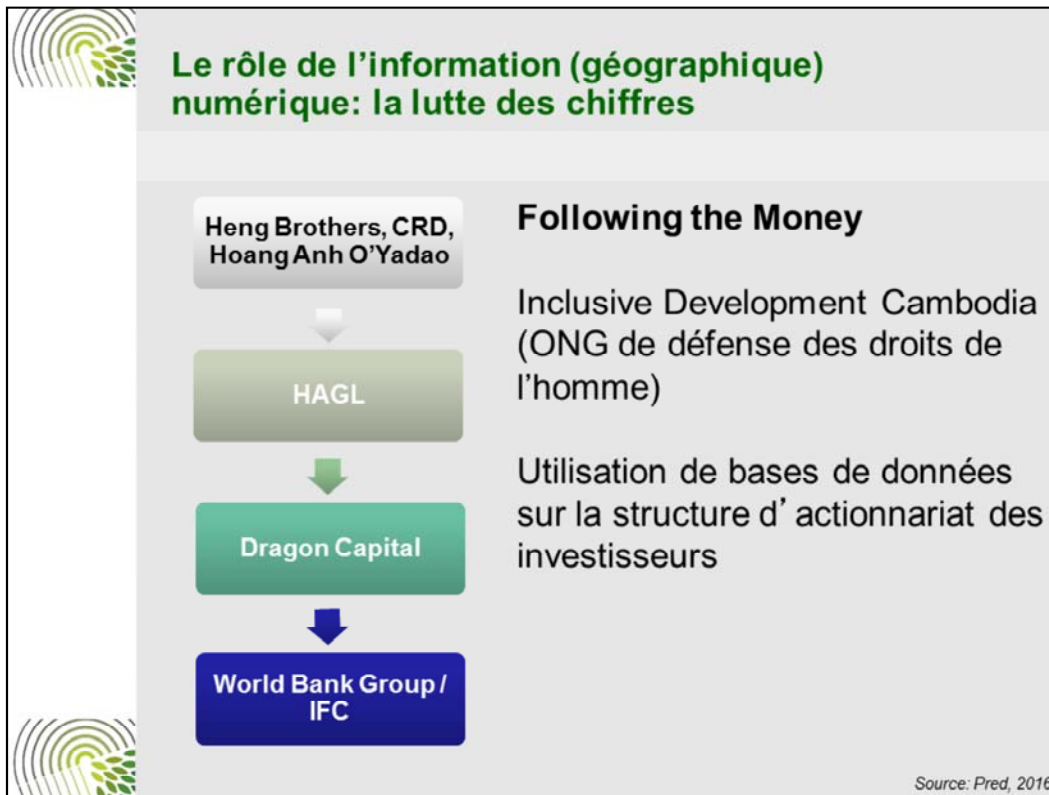
Source: Pred, 2016





Suite à des plaintes exprimées par les populations locales auprès d'*Equity Cambodia* et *Inclusive Development International*, ces deux organisations ont commencé un travail d'investigation pour mieux connaître les personnes, compagnies et intérêts cachés derrière ces investissements.

Ils ont d'abord découvert, grâce aux travaux de Global Witness (rapport « Rubber Barons », 2013) que trois compagnies sont impliquées (Heng Brothers, CRD et Hoang Anh O'Yadav). Ces compagnies agissent pour le compte du groupe Hoang Anh Gia Lai (HAGL), un investisseur vietnamien (privé) très important dans l'hévéaculture, lui-même financé par des banques commerciales européennes (suisse et allemande entre autres).



Sur cette base, IDI a tenté d'obtenir plus information sur la structure de l'actionnariat de HAGL grâce à des recherches en ligne sur des bases de données payantes ou open source (par exemple BankTrack; Bloomberg Businessweek; OpenCorporates; Stock exchanges) qui permettent d'identifier et de tracer la chaîne des actionnaires de compagnies ainsi que tous les opérateurs qui interviennent en amont et en aval de la concession. La méthodologie de recherche qu'ils ont alors mise au point, a été formalisée par IDI sous le nom de '*Follow the Money to justice*' et présentée sur leur site afin de pouvoir être utilisée dans d'autres cas (pour plus d'information sur l'approche: <https://www.followingthemoney.org>)

Parmi les actionnaires de HAGL, cette approche a permis d'identifier « *Dragon Capital* » un fond d'investissement financé par *International Finance Cooperation* (IFC) le bras 'banque d'investissements' de la Banque mondiale.

Plainte à l'IFC: Compliance Advisor Ombudsman (CAO)

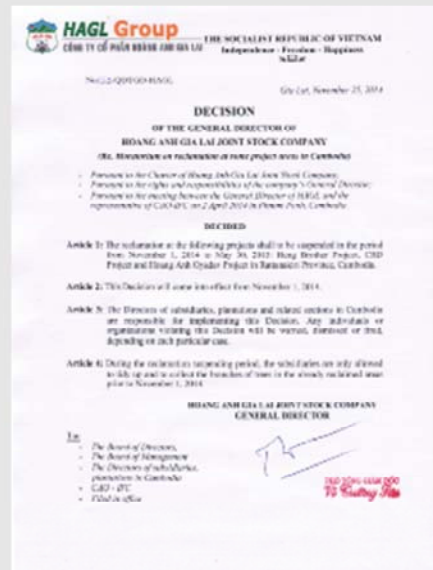


Source: Pred, 2016

La mise en évidence de l'IFC dans la structure d'actionnariat de HAGL a permis à IDI et EC de rediriger la plainte des communautés locales contre l'IFC, permettant ainsi d'avoir recours au *Compliance Advisor Ombudsman* (CAO). Le CAO se présente comme un mécanisme indépendant (<http://www.cao-ombudsman.org/>) de gestion des conflits se produisant dans le cas d'investissements impliquant une des deux institutions de la Banque mondiale spécialisées dans le secteur privé (IFC ou MIGA). Le lancement de la procédure CAO s'est traduit par l'envoi sur place de plusieurs médiateurs pour analyser la situation et essayer de trouver une solution.


Une réponse plutôt encourageante de HAGL

- Accepte d'entamer une médiation
- Reconnaît avoir fait des erreurs et exprime son désir de cohabiter en paix avec ses voisins au Cambodge
- HAGL annonce aussi un moratoire de tout nouveau défrichement sur les espaces sous concession en attendant la résolution du processus CAO




Source: Pred, 2016

Au final, les communautés ont été en partie dédommagées (symboliquement et matériellement) mais le processus de négociation est toujours en cours.



Plan
1 – Enclosures et conflits fonciers au Cambodge, les termes du problème
2 – « Information foncière » et numérique : la lutte des chiffres
3 – Internet et les réseaux sociaux : la lutte des places
4 – Pistes de recherche



Illustrer trois aspects du rôle que peuvent jouer l' internet et les réseaux sociaux dans la reconfiguration des rapports sociaux autour des conflits fonciers

- la modification des échelles de l' action
- l' émergence de figures emblématiques
- l' envahissement du Web par le pouvoir et la manipulation du débat public

Un « détour par l'extérieur »

- Attaquer en justice le Groupe Bolloré en France
- Obtenir des fonds et un soutien de la diaspora
- faire circuler des informations

La « convergence des luttes »
 Ex: the 'International Alliance of Socfin-Bolloré Plantation Residents' initiée par ReAct.

<http://projet-react.org/v2/en/alliance-of-socfin-bollore-plantation-residents/>

Internet rend possible ou facilite une modification des échelles de l'action en permettant de dépasser les cadres nationaux :

- Internet rend possible un « détour par l'extérieur » qui consiste à obtenir de l'extérieur ou faire à l'extérieur des choses qui ne sont pas possibles sur le territoire national : lever des fonds pour soutenir des mouvements de résistance, attaquer en justice, exposer des faits, publier des photos, etc.
- Internet permet l'établissement de liens entre le local et l'international ou entre localités éloignées ayant des intérêts convergents, ce qui est appelé ici la « convergence des luttes »

Le site de l'ONG ReAct indique :

« Supported by ReAct, the residents of plantations in Cameroon, Liberia, Sierra Leone, the Ivory Coast, and Cambodia created the International Alliance of Socfin-Bolloré Plantation Residents. By getting in contact with one another and regularly exchanging information, they were able to build a collective strategy to defend of their rights. They choose together their demands in order to successfully negotiate with the Bolloré and Socfin Groups”

(<http://projet-react.org/> consulté en novembre 2016)

 **L'émergence de figures emblématiques**



Activist Tep Vanny takes part in a land rights protest in Phnom Penh, Cambodia on November 7, 2012.
© 2012 Reuters



Les dangers de leur instrumentalisation (ONG, partis politiques, mouvements religieux...) pour des causes qui ne sont pas les leurs au départ (état de droit, protection de l'environnement, causes nationalistes, etc.)



Cette diapositive prend l'exemple de Tep Vanny, une jeune femme d'une trentaine d'années, ancienne résidente des berges du lac Boeung Kak qui s'est faite connaître en participant activement à l'organisation de la communauté des résidents au moment de leur éviction. Tep Vanny est aujourd'hui une des figures de l'activisme au Cambodge, pour le foncier mais aussi pour d'autres causes relatives aux droits de l'homme. Son cas ainsi que celui d'autres (souvent jeunes) femmes du même groupe (il comprenait une dizaine de femmes dont Yorm Bopha et Bov Sphea) dont certaines ont été emprisonnées (elle-même a été emprisonnée plusieurs fois et l'a encore été en août 2016), a été largement médiatisé dans et en dehors du Cambodge (BBC, The Economist, The Washington Post, et d'autres) au moment du comblement du lac. Tep Vanny est l'une de celles qui s'est faite le plus largement connaître à l'extérieur du pays où elle a reçu plusieurs récompenses et a été à l'honneur de plusieurs organisations. Alors que la plupart des activistes se cachent et sont considérés comme en danger de mort, elle représente (ainsi que quelques autres jeunes femmes) la partie visible de l'activisme, ce qui la protège en partie et lui permet en retour d'être dotée d'une certaine efficacité. Holec Kyle (2014) note par exemple que la génération des jeunes activistes apparue dans les années 2010 se distingue de la précédente par le nombre mais aussi et surtout, par sa meilleure organisation et sa plus grande longévité grâce aux réseaux sociaux. Ces nouveaux activistes ont aussi montré leur capacité à entrer en contact avec des segments de la population (très pauvres, ruraux, populations indigènes) qui n'étaient jusqu'alors pas connectés aux autres mouvements (ibid.).

Son image – et celles des autres activistes - peut toutefois lui échapper et elle se retrouve aux côtés de figures politiques du CNRP ou de bonzes qui ne défendent pas les mêmes causes et alimentent notamment des sentiments nationalistes et anti vietnamiens (ultra) virulents.

« Informer », consulter, surveiller


 Samdech Hun Sen, Cambodian Prime Minister
 @hunsencambodia




Un Premier ministre accessible et « humain »
 (site Facebook du Premier ministre Hun Sen – 11/2016)



Prime Minister Hun Sen publicly warned environmental activist Alejandro Gonzalez-Davidson to leave the country voluntarily or risk making his situation worse on Monday, shortly before he was arrested.

Des arrestations spectaculaires (Alejandro Gonzalez-Davidson)
Activist Alex arrested
 Mon, 23 February 2015 Tat Oudom and May Titthara

Les activistes ne sont pas les seuls à mobiliser les réseaux sociaux et internet pour diffuser de l'information ou construire leur image. Exemple du premier ministre Hun Sen qui entretient un site Facebook et qui travaille sagement une image faite à la fois de sévérité (vis-à-vis par exemples des étrangers qui ne respectent pas les règles du pays comme l'activiste Alejandro Gonzalez-Davidson) et de clémence (en se déplaçant dans les communes pauvres du pays pour y annoncer la construction d'écoles ou de pagodes). Au delà du Premier ministre, les réseaux sociaux permettent de travailler et de tester l'image des personnalités au pouvoir et des élites.

Du côté des gouvernants, l'usage de l'internet n'a pas qu'un objectif de propagande et peut être mobilisé pour surveiller (en pistant les activistes, leurs « amis », etc). En 2016, le CCHR a publié un rapport qui montre un accroissement des arrestations liées à l'usage d'internet faites par le gouvernement cambodgien entre août 2015 et janvier 2016.

A noter aussi l'usage possible d'internet pour consulter les citoyens. Les consultations peuvent être mises en œuvre par le pouvoir, par des ONG, des organismes de coopération ou un assemblage de ces acteurs.

Pas d'exemple précis relevé au Cambodge à ce jour mais existe :

-au Laos où la GIZ a mis en place une hotline lors de la définition de la politique

foncière (land use policy),

-au Viêt-Nam où la population peut déposer des commentaires sur un espace ouvert sur le site de l'Assemblée nationale au moment de la discussion sur les lois les plus importantes (Constitution et loi foncière en 2013 par exemple)

-au Viêt-Nam aussi où l'IPSARD (Ministère de l'Agriculture) et OXFAM travaillent à la réalisation de consultations à propos de la mise en œuvre de la loi foncière de 2013.

Il serait intéressant de vérifier ces aspects au Cambodge ainsi que de décrire et analyser la circulation des données foncières produites par les ONG, notamment auprès des organes du pouvoir.

La lutte pour l'accès au foncier (et donc en quelque sorte la « lutte des places ») se poursuit sur le Web où les « compétences de placement » ne reposent pas sur les mêmes compétences et ne sont plus tout à fait les mêmes : elles n'échappent pas au pouvoir mais le web semble fournir de nouvelles compétences aux activistes et faciliter l'intercession d'un plus grand nombre d'acteurs, certains distants.



Plan

1 – Enclosures et conflits fonciers au Cambodge, les termes du problème

2 – « Information foncière » et numérique : la lutte des chiffres

3 – Information sur le foncier, réseaux sociaux et sites internet : la lutte des places

4 – Pistes de recherche





Pistes de recherche pour revenir aux communs

L'information numérique et Internet renforcent aussi bien les mouvements de défense des communs que les contre-mouvements.

⇒ Nécessité d'approfondir les recherches :

- ⇒ sur les relations qui se construisent au sein du Web (le web comme terrain)
- ⇒ sur la construction des données numériques et leur circulation

⇒ Les confronter à une approche qualitative pour mieux évaluer leur rôle réel sur des termes plus ou moins longs

- ⇒ Chronologies comparée Internet/données numériques/formes de conflits/politiques foncières
- ⇒ Repérage et analyse de « moments » spécifiques (conflits, décisions politiques)
- ⇒ Étude de cas de défense/transformation de communs





Bibliographie

CCHR (2016). Cambodia's Women in Land Conflicts. Phnom Penh, 22 p. (en ligne : www.cchrcambodia.org)

Global Witness. (2013). Rubber Barons, How Vietnamese companies and international financiers are driving a land grabbing crisis in Cambodia and Laos. London: Global Witness.

Holec, K. (2014), *Social media activism and land acquisitions in Cambodia*. Dissertation Submitted in fulfillment of the requirement for the Master in Development Studies, Geneva: IHEID, 71 p.

Messerli, P. Peeters, A., Schoenweger, O., Vong Nanhthavong and Heinemann, A., (2015) "Marginal Lands or Marginal People? Analysing Key Processes Determining the Outcomes of Large-Scale Land Acquisitions in Lao PDR and Cambodia" in *Large-Scale Land Acquisitions: Focus on South-East Asia*, International Development Policy series No.6, Geneva: Graduate Institute Publications.

Neef, A., & Touch, S. (2012). Land Grabbing in Cambodia: Narratives, Mechanisms and Impacts. Paper presented at the 2nd International Conference on International Relations and Development, Chiang Mai.





Bibliographie

Pred, D. (2016). Rocks and Eggs: Negotiating Remedies for Displacement in the Face of Unequal Power. Paper presented at the Regional Land Forum, 21-23 June, Hanoi: Mekong Region Land Governance

Royal Government of Cambodia. (2012). Order 01 on the procedure to reinforce and improve effectiveness of Economic Land Concession management.

Work, C. (2016). Innovative approach to land conflict transformation. Lessons learned from the HAGL/indigenous communities' mediation process in Ratanakiri, Cambodia. Vientiane & Phnom Penh: Mekong Region Land Governance, Equitable Cambodia and Inclusive Development International. (URL: <http://mrlg.org/resources/innovative-approach-to-land-conflict-transformation-lessons-learned-from-the-haglandigenous-communities-mediation-process-in-ratanakiri-cambodia/>)

Yniesta, L. (2014) Global Land Indicators and Cambodian Administrative Data. *6th International Summer School 2014*, 'Comprehensive Land Policy, Fundament for Sustainable Urban and Rural Development', MLMUPC/GIZ, 12-13 November 2014, Phnom Penh. (<http://giz-cambodia.com/6th-international-summer-school-2014>)





Sites web

Cambodia Daily: <https://www.cambodiadaily.com/>

CAO: <http://www.cao-ombudsman.org/>

Earth Action: <http://earthaction.typepad.com>

Equitable Cambodia: www.equitablecambodia.org.

Follow the Money: <https://www.followingthemoney.org>

Guardian: <http://www.guardian.co.uk>

Inclusive Development International:
www.inclusivedevelopment.net

LICADHO Cambodia: <http://www.licadho-cambodia.org>

Open Development Cambodia:
<https://opendevelopmentcambodia.net/>

Phnom Penh Post: <http://www.phnompenhpost.com>

ReAct: <http://projet-react.org/v2/en/alliance-of-socfin-bollere-plantation-residents/>

